

La fin du néolibéralisme

**LA CHRONIQUE DE
JOSEPH E. STIGLITZ**

Le monde n'est pas tendre envers le néolibéralisme, ce fourre-tout d'idées basées sur la notion fondamentaliste que les marchés sont autocorrecteurs, qu'ils distribuent efficacement les ressources et servent l'intérêt général. C'est le fondamentalisme de marché qui a soutenu le thatchérisme, la « reaganomique » et le « consensus de Washington » favorables aux privatisations, à la libéralisation économique et à des banques centrales indépendantes préoccupées uniquement par l'inflation.

Après un quart de siècle d'expérimentations parmi les pays en développement, les perdants apparaissent clairement : non seulement ceux qui ont adopté une politique néolibérale ont perdu la course à la croissance, mais quand il y a eu croissance, elle a bénéficié de manière disproportionnée aux plus riches.

Même si les néolibéraux se refusent à l'admettre, leur idéologie a échoué aussi à l'égard d'un autre critère, celui de l'allocation des ressources, comme à la fin des années 1990 avec les investissements consacrés à la fibre optique. Cette erreur a eu au moins un avantage inattendu : le coût des communications a baissé et l'Inde et la Chine se sont intégrées plus avant dans l'économie mondiale.

Mais aucune retombée positive n'a accompagné la mauvaise allocation à grande échelle des ressources au niveau de l'immobilier. Les maisons neuves appartenant à des familles qui n'avaient pas les moyens de les payer sont tombées en ruine et des millions de personnes se sont retrouvées à la rue. Dans certains cas, le gouvernement a dû intervenir pour sauver ce qui pouvait l'être et, quand il ne l'a pas fait, les dégâts se sont étendus. Certes, l'investissement excessif dans l'immobilier a été porteur de bénéfices à court terme : quelques Américains sont devenus propriétaires de maisons bien plus grandes que cela n'aurait été possible autrement. Mais à quel coût pour eux-mêmes et pour l'économie mondiale ? Avec leur maison, des millions de

gens vont perdre les économies de toute une vie. Et les saisies dans l'immobilier ont entraîné un ralentissement mondial de l'activité. Il y a consensus quant aux prévisions : le ralentissement sera général et de longue durée.

De même, les marchés ne nous ont pas préparés à la hausse du prix du pétrole et de l'alimentation. Le problème de fond est que la rhétorique du marché est brandie de manière sélective : elle est revendiquée quand elle sert des intérêts particuliers et rejetée quand ce n'est pas le cas.

L'un des rares éléments que l'on peut mettre au crédit de George W. Bush est d'avoir réduit le fossé entre la rhétorique et la réalité, et cela comparé à Ronald Reagan qui, malgré tous ses discours en faveur de la liberté des marchés, avait imposé en toute liberté des restrictions commerciales, notamment la fameuse limitation « volontaire » à l'exportation

**Le
fondamentalisme
néolibéral
est une doctrine
politique
au service
d'intérêts privés,
il ne repose pas
sur une théorie
économique.
Il ne repose pas
non plus sur
une expérience
historique.**



© Mc. Les Echos 2008

des voitures japonaises.

La politique de George Bush a été pire, mais son outrecuidance à servir ouvertement le complexe militaro-industriel américain est bien plus apparente. L'administration Bush a pris une seule fois une mesure en faveur de l'environnement ; c'était avec les subventions en faveur de l'éthanol, dont l'intérêt écologique est douteux.

Ce mélange de rhétorique en faveur de l'ouverture des marchés et d'intervention gouvernementale a été particulièrement nuisible aux pays en développement. On leur a dit de ne plus intervenir dans l'agriculture, ce qui revenait à mettre en danger leurs paysans face à la concurrence irrésistible des États-Unis et de l'Europe. Leurs agriculteurs auraient peut-être pu concurrencer ceux du Nord, mais ils ne pouvaient concurrencer leurs subventions. Aussi les pays en développement ont-ils moins investi dans l'agriculture, et le fossé alimentaire s'est élargi.

Autrement dit, dans un monde d'abondance, des millions de gens dans les pays en développement ne peuvent toujours pas bénéficier du minimum nutritionnel. Dans beaucoup de ces pays, l'augmentation du coût de l'alimentation et de l'énergie aura des effets désastreux pour les plus démunis, car ces deux postes représentent une grande partie de leur dépense.

La colère dans le monde est palpable. Il n'est pas étonnant que les spéculateurs soient les premiers visés. Ils rétorquent qu'ils ne sont pas la cause du problème : « *Nous sommes simplement à la recherche du juste prix.* » Ce qui veut dire qu'ils ont découvert que l'offre est insuffisante.

Mais leur réponse manque de franchise. S'ils s'attendent à une hausse des prix et à une volatilité du marché, des centaines de millions d'agriculteurs vont prendre des précautions. Ils gagneront davantage s'ils font des stocks qu'ils écoulent plus tard. S'ils n'agissent pas ainsi, ils ne pourront pas se rattraper l'année prochaine si la récolte est moins abondante. Quelques grains retirés du marché par des centaines de millions d'agriculteurs un peu partout sur la planète finissent par représenter une quantité appréciable.

Les défenseurs du fondamentalisme de marché veulent faire porter la responsabilité de l'échec du marché, non à l'économie de marché mais au gouvernement. Un haut responsable chinois aurait déclaré que le problème tenait à ce que, face à la crise de l'immobilier, le gouvernement américain n'a pas fait assez pour venir en aide aux populations les moins fortunées. Je suis d'accord avec lui, mais cela ne change pas la réalité : les banques américaines ont mal géré les risques, et cela à une échelle colossale, avec des conséquences mondiales, tandis que les dirigeants de ces institutions sont partis avec des milliards de dollars d'indemnité.

Il y a aujourd'hui découplage total entre les bénéfices sociaux et les intérêts privés. S'ils ne sont pas soigneusement couplés, l'économie de marché ne peut fonctionner de manière satisfaisante.

Le fondamentalisme néolibéral est une doctrine politique au service d'intérêts privés, il ne repose pas sur une théorie économique. Il est maintenant évident qu'il ne repose pas non plus sur une expérience historique. Cette leçon est le seul bénéfice à tirer de la menace qui pèse sur l'économie mondiale.

JOSEPH E. STIGLITZ,
prix Nobel d'économie 2001, est professeur
à l'université Columbia (New York).

Cet article est publié en collaboration
avec Project Syndicate.